

N°32/2018

DELIBERATION

DE LA COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER

Séance du mardi 11 Octobre 2018

L'an deux mille dix-huit et les onze octobre à 19h00, le conseil municipal de cette commune régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, en son lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Madame TOUZARD Isabelle, Maire.

| |
|--|
| Date <u>de convocation :</u> 1^{er} Octobre 2018 <u>Objet :</u> CONTRAT D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES |
|--|

Nombre des Membres

| | |
|-------------------------------------|----|
| Afférents au Conseil Municipal | 19 |
| En Exercice | 19 |
| Présents | 14 |
| Qui ont pris part à la délibération | 15 |

Présents : Mmes Isabelle TOUZARD, Laurence ROUSSEAU, Claudine MOYA-ANNE, Sylvie EMILE, Anne GIMENEZ, Françoise HASARD, Béatrice TAIONI-KLOSTER, Béatrice PONSICH.

MM. Alain VALLETTE-VIALLARD, Serge BOULET, Laurent MOULIN, Romain DELOUSTAL, Jean Paul MASSAT, Gilles CHICAUD.

Pouvoirs : M. Laurent MAYOUX avait donné pouvoir à Mme Isabelle TOUZARD.

Secrétaire de séance : Madame Françoise HASARD.

N°32/2018

CONTRATS D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES

Mme la Maire rappelle :

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault (CDG 34) a retenu pour le compte des collectivités et établissements employant au plus 29 agents relevant de la CNRACL, un contrat d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents, en application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et du décret n° 86-552 du 14 mars 1986 ;

Mme la Maire expose :

Le CDG 34 a communiqué à la commune les résultats de la consultation ;

La rémunération du CDG 34 pour l'adhésion à la mission facultative de mise en place et du suivi du contrat d'assurance statutaire est fixée annuellement à 0,12% de l'assiette de cotisation choisie pour la garantie des risques statutaires.

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal de :

- **ACCEPTER** la proposition suivante :

Courtier/Assureur : **GRAS SAVOYE / GROUPAMA**

Durée du contrat : à compter du 1^{er} janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2022

Régime du contrat : capitalisation

Préavis : adhésion résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de six mois.

- **ADHERER au contrat pour les agents titulaires et stagiaires affiliés à la CNRACL :**

Les risques assurés sont : Décès / Accident de service et maladie imputable au service (y compris temps partiel thérapeutique) / Incapacité (maladie ordinaire, disponibilité d'office, invalidité temporaire) / Maladie de longue durée, longue maladie (y compris temps partiel thérapeutique et disponibilité d'office) / Maternité, adoption, paternité :

N°32/2018

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents,

- **ACCEPTE** la proposition suivante :

Courtier/Assureur : **GRAS SAVOYE / GROUPAMA**

Durée du contrat : à compter du 1^{er} janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2022

Régime du contrat : capitalisation

Préavis : adhésion résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de six mois.

- **ADHERE** au contrat pour les agents titulaires et stagiaires affiliés à la **CNRACL** selon les modalités fixées plus haut:
- **ADHERE** au contrat pour les agents titulaires ou stagiaires non affiliés à la **CNRACL (Temps non complet < 28 heures)** et les agents contractuels de droit public selon les modalités fixées plus haut.
- **AUTORISE** Mme la Maire à prendre et à signer les conventions en résultant et tout acte y afférent.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus.

DELIBERATION RENDUE EXECUTOIRE

Transmis à la Préfecture le **23/10/2018**

Publiée ou modifiée le

DOCUMENT CERTIFIE CONFORME

La Maire Isabelle TOUZARD

La Maire,
Isabelle TOUZARD



N°32/2018

Tous les risques, avec une franchise de 15 jours par arrêt en maladie ordinaire : 6,60 % de l'assiette de cotisation composée des éléments suivants : traitement indiciaire brut soumis à retenue pour pension et, de façon optionnelle, tout ou partie des éléments suivants :

*la nouvelle bonification indiciaire,
le supplément familial de traitement,
les charges patronales,
les indemnités accessoires maintenues par l'employeur pendant les arrêts de travail. Sont exclus les indemnités attachées à l'exercice des fonctions et celles qui ont un caractère de remboursement de frais.*

- **ADHERER au contrat pour les agents titulaires ou stagiaires non affiliés à la CNRACL (Temps non complet < 28 heures) et les agents contractuels de droit public :**

Garanties tous risques : Accident de service et maladie imputable au service / Maladie grave / Maternité + adoption + paternité / maladie ordinaire avec une franchise de 15 jours

Taux de cotisation : 1,15 % de la base d'assurance retenue ci-dessous.

L'assiette de cotisation composée des éléments suivants : traitement indiciaire brut soumis à retenue pour pension et, de façon optionnelle, tout ou partie des éléments suivants :

*la nouvelle bonification indiciaire,
le supplément familial de traitement,
les charges patronales (forfait en % du TIB),
les indemnités accessoires maintenues par l'employeur pendant les arrêts de travail. Sont exclus les indemnités attachées à l'exercice des fonctions et celles qui ont un caractère de remboursement de frais.*

Au titre de la mission facultative de mise en place et de suivi des contrats d'assurance statutaire, le CDG 34 doit percevoir une rémunération correspondant aux prestations fournies aux communes et établissements bénéficiaires. Cette rémunération est fixée à 0,12 % de l'assiette de cotisation choisie par la collectivité ou l'établissement pour la garantie des risques statutaires.

Une convention de suivi et d'assistance à la gestion des contrats d'assurance des risques statutaires est annexée à la présente délibération.

- **AUTORISER Mme la Maire à prendre et à signer les conventions en résultant et tout acte y afférent.**